

(Source : [La Quotidienne d'Agora](#))



Le plan de réforme budgétaire du président Obama n'a pas été bien accueilli par les marchés financiers. L'augmentation des taxes sur les hauts revenus et les entreprises ainsi que des réductions drastiques dans les dépenses publiques devraient réduire le nouvel endettement de 4 000 milliards de dollars en 10 ans.

Mais le déficit budgétaire prévu pour l'année fiscale 2013 a déjà été largement désapprouvé par les marchés. Le déficit budgétaire de l'année fiscale qui se termine le 30/09/2012 devrait encore augmenter à 1 330 milliards de dollars (8,5% du BIP) et ensuite diminuer régulièrement d'année en année (2013 : 5,5% ; 2014 : 3,9% ; 2015 : 3,4% ; 2016 : 3,4%). Le déficit en 2013 sera aggravé, pour la quatrième année consécutive, par un nouvel endettement de plus d'1 000 milliards de dollars.

Le gouvernement promet une baisse de l'endettement public mais, dans les faits, la dette publique totale continuera d'augmenter.

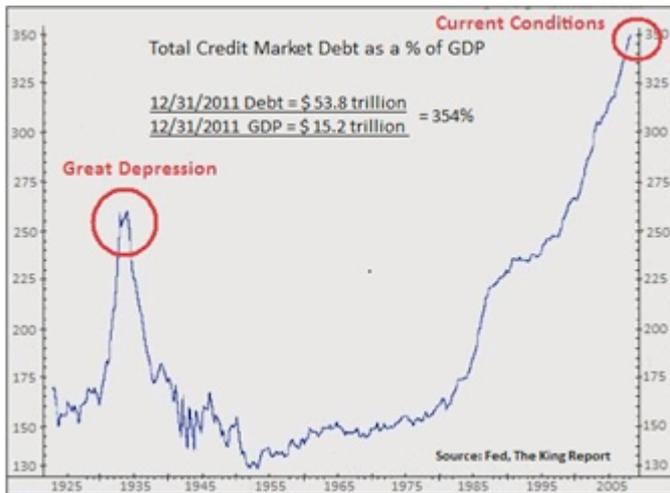
Aux Etats-Unis, l'endettement grimpe plus vite que le PIB – et ce depuis des décennies. Le danger que fait peser cette situation sur l'économie du pays est très largement discuté. C'est un thème imposé pour chaque candidat à la présidentielle mais personne ne souligne vraiment la *nécessité* d'une réduction de la dette.

Pendant ce temps, la Fed achète la totalité des nouveaux endettements publics (1 378 milliards de dollars en 12 mois) avec des dollars dont l'encre n'est pas encore sèche. Or au même moment, la Banque populaire de Chine, le plus gros détenteur de bons du Trésor, allège ses positions.

Secteur financier et non financier (gouvernement, entreprises, ménages et les banques) confondus, l'endettement total américain à fin 2011 atteignait 53 800 milliards de dollars soit 354% du PIB. Une hausse des taux d'intérêt d'un point de pourcentage entraînerait une charge supplémentaire de 538 milliards de dollars... impossible à financer !

Année après année, la charge des intérêts à payer s'alourdit et amputera de plus en plus la richesse produite par le pays. Selon les calculs de la BRI, d'ici 2040, le paiement des intérêts

confisquera 25% du PIB aux Etats-Unis, 15% en Allemagne et 18% en France. Et ces prévisions ne tiennent pas compte du vieillissement de la population qui sera une charge de plus en plus lourde pour les budgets publics. L'agitation sociale est inévitable.



Pendant la crise économique mondiale de 1930, la dette s'établissait à "seulement" 250% du PIB. Il avait fallu alors tout une série d'ajustements douloureux pour ramener la dette totale à environ 100% du PIB. Cet assainissement de l'économie, sans que l'on sache jusqu'où il pourrait aller, est imminent aux Etats-Unis. Ce serait rien moins qu'une illusion de croire que la ligne bleue du graphe ci-dessus puisse poursuivre sa hausse tranquillement jusqu'à atteindre les 450% du PIB en 2040 : l'inflation se manifestera avant.

Conclusion : le non-respect des principes fondamentaux d'une bonne gestion financière est égal à une destruction monétaire. [Accumulez les métaux précieux.](#)

Dr. Eberhardt Unger est un économiste indépendant, fort de plus de 30 ans d'expérience des marchés et de l'économie. Vous pouvez retrouver ses analyses sur le site www.fairesearch.de

Partager cet article :

Facebook
Twitter
Google+
Pinterest

À lire également :



[Un coup d'État européen en catimini](#)



[\[Les contrôleurs d'\] Obama plaident pour plus de dettes](#)



[La dette des pays riches proche des niveaux des temps de guerre](#)



[Budget 2012 : la Russie passe les dépenses militaires avant les dépenses sociales](#)